

[Text]

vide monitoring of the bank's activities. I forget the section of the Bank Act that contemplates this particular mechanism. During the meeting that took place on August 16, my recollection is that the discussions centred around the question of a monitoring process. I do not recall any comment that day with respect to the prospect of a curator appointment. The meeting disintergrated at different times into smaller groups and it is conceivable that there may have been some commentary between the auditors and someone else about this prospect, but it did not take place in the main part of the meeting insofar as I recollect. I was surprised when I heard reference to this matter earlier to learn that this had been the subject of discussion on August 16. I wondered whether there was not some confusion between the curator's situation as distinct from the monitoring situation which is a different process altogether.

The Chairman: We will have the Inspector General before us on Thursday morning, at which time we will have an opportunity to ask him about this matter as well as about his examination of the loan portfolio.

There is another reference in this chronology to differences of view on loans assessments. Again, this is August. It states that there were "differences in views of loan assessments between management and the Inspector General" and that a letter from the auditor to the Inspector General had indicated that views between management and the Inspector differed and required resolution. Do you recall that?

Mr. Neapole: I should respond by saying that the only differences of opinion of which we were aware were probably taking place in discussions that were occurring between Mr. Adamson and those people within the bank with whom he had some dialogue. I was not aware that this was a big issue or a big problem. In reviewing our auditors' testimony to the Commons committee, which I believe took place last week, we learned that apparently in mid-August, at the time when the Inspector Generals Department spoke to our auditors about the prospect of this monitoring process, the first indication was provided to our auditors that loan evaluations should be done on a liquidation basis rather than on an ongoing-concern basis.

The Chairman: Who made this recommendation?

Mr. Neapole: This was a suggestion made by the Inspector General, that when and if the auditors commenced this monitoring process they should also be looking at the loans from the standpoint of a liquidation basis rather than an ongoing-concern basis, which, of course, had been the basis for evaluation up to that point. That is the first the auditors had apparently heard of any sort of suggestion that liquidation values should be considered instead of going concern values. In fact, I was not aware that this had even been contemplated until I looked at the transcript of that Commons committee meeting.

The Chairman: When you came to Ottawa and met with the minister at the end of August, your position was that the bank had no problems that it could not get out of given time?

Mr. Willson: That is correct.

[Traduction]

veillent les activités de la banque. Je ne sais plus dans quel article de la Loi sur les banques on envisage de recourir à ce processus. Au cours de la réunion du 16 août, les discussions ont porté, si je me souviens bien, sur l'engagement éventuel d'un processus de surveillance. Je ne me souviens pas si l'on a parlé ce jour-là de nommer un curateur. A divers moments, de petits groupes de discussion se sont formés, et il est concevable que les vérificateurs et quelqu'un d'autre aient discuté de cette perspective, mais je ne me souviens pas qu'on en ait parlé devant tout le groupe. J'ai été étonné quand j'ai entendu dire plus tôt que cela avait été le sujet de discussion le 16 août. Je me demandais si l'on n'avait pas confondu la position du curateur avec le processus de surveillance, qui sont deux processus différents.

Le président: L'Inspecteur général comparaîtra devant nous jeudi matin, nous aurons alors l'occasion de lui poser des questions sur ce sujet, de même que sur l'examen qu'il a fait du portefeuille de prêts.

Dans cette chronologie, on fait également allusion des divergences d'opinion sur l'évaluation des prêts. Nous sommes toujours en août. On y indique que la direction et l'Inspecteur général divergeaient d'opinion et qu'une lettre adressée par le vérificateur à l'Inspecteur général faisait état de ces divergences entre la direction et l'Inspecteur et indiquait qu'il fallait s'entendre. Vous en souvenez-vous?

M. Neapole: Les seules divergences d'opinion dont nous étions conscients ont probablement apparu au cours des discussions qui ont eu lieu entre M. Adamson et les représentants de la banque avec qui il s'est entretenu. Je n'ai pas eu l'impression que c'était un problème grave. En lisant ce qu'ont déclaré nos vérificateurs au cours de la séance du Comité de la Chambre des communes, qui a eu lieu la semaine dernière, je crois, nous avons appris qu'apparemment, à la mi-août, au moment où les représentants du bureau de l'Inspecteur général se sont entretenus avec nos vérificateurs sur la possibilité de recourir à ce processus de surveillance, nos vérificateurs ont eu la première indication que les prêts devraient être évalués à des fins de liquidation plutôt que dans la perspective habituelle.

Le président: Qui a formulé cette recommandation?

M. Neapole: C'est une suggestion qui a été faite par l'Inspecteur général, c'est-à-dire que, advenant que les vérificateurs entament ce processus de surveillance, ils devraient également examiner les prêts à des fins de liquidation, plutôt qu'en vue de la permanence d'exploitation, ce qui, bien entendu, avait été le cas jusque-là. Apparemment, c'était la première fois que les vérificateurs entendaient dire qu'il faudrait étudier les valeurs de liquidation au lieu des valeurs d'exploitation. En fait, je n'étais pas au courant de cette éventualité jusqu'à ce que j'examine la transcription de la séance du Comité de la Chambre des communes dont j'ai parlé.

Le président: Lorsque vous êtes venu à Ottawa à la fin d'août pour rencontrer le ministre, vous étiez d'avis que la banque réussirait à régler ses problèmes si on lui accordait le temps nécessaire?

M. Willson: C'est exact.